



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.42/08

7 mai 2012

Réunion du Conseil du FEM

5-7 juin 2012

Washington

Point 15 de l'ordre du jour

Barème des commissions pour frais des Entités d'exécution : Partie II

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.42/08, intitulé *Barème des commissions pour frais des Entités d'exécution : Partie I*, le Conseil confirme que les commissions qui accompagnent les financements versés aux Entités d'exécution par le FEM sont forfaitaires et couvrent l'ensemble des services que lesdites Entités fournissent aux pays bénéficiaires.

Le Conseil prie le Secrétariat de travailler en étroite collaboration avec l'Administrateur pour déterminer et recouvrer les sommes versées en sus des plafonds qu'il a approuvés pour ces commissions.

I. Justification

1. Au début de l'année, le Secrétariat a appris qu'au moins une Entité d'exécution avait parallèlement effectué les démarches nécessaires auprès des pays pour faire prélever un complément de financement sur les ressources allouées par le FEM aux projets. Ces fonds ont été versés en sus des plafonds fixés d'un commun accord entre le FEM et l'Entité d'exécution concernée.
2. Un tel procédé est incompatible avec les accords conclus avec le FEM et contraire à l'utilisation voulue des fonds approuvés par le Conseil ; il faut donc immédiatement y mettre fin.
3. Cet arrangement ayant été conclu directement entre les pays et la/les Entité(s) d'exécution concernée(s), l'ampleur réelle du problème est difficile à déterminer. Le Secrétariat doit donc prendre toutes les mesures nécessaires, en étroite collaboration avec l'Administrateur, pour faire la lumière sur les fonds décaissés dans des conditions irrégulières et en obtenir le remboursement.
4. Dans les cas où l'Entité d'exécution qui administre le projet est différente de l'organisme qui l'exécute, la commission couvre, bien sûr, les coûts de gestion supportés par les deux ; aucun autre financement local ou central ne doit être attendu du FEM pour couvrir ces dépenses.
5. À cet égard, aucune disposition prise hors barème des commissions ne peut être autorisée pour les projets du FEM.